

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE COMPAS ET CREMONES ABIMES
SUR LES FENÊTRES DU TRIBUNAL JUDICIAIRE
DE CLERMONT-FERRAND

POUVOIR ADJUDICATEUR :
ÉTAT
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
SAR COUR D'APPEL DE RIOM



SOMMAIRE

ART. I.	OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ	3
I.1	OBJET DU MARCHÉ ET ALLOTISSEMENT.....	3
I.2	FORME DU MARCHÉ.....	3
I.3	DURÉE DU MARCHÉ ET DEBUT DE LA PRESTATION.....	3
I.4	VARIANTES – OPTIONS – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	4
ART. II.	INTERVENANTS ET PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
II.1	DEFINITION DES INTERVENANTS	4
II.2	SOUS-TRAITANCE	4
II.3	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ART. III.	EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
III.1	RESPECT DE LA REGLEMENTATION INTERIEURE.....	5
III.2	AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES – OBTENTION DES CARTES D’ACCES.....	5
III.3	ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER.....	6
ART. IV.	PRIX.....	6
IV.1	FORME ET CONTENU DU PRIX	6
IV.2	ACTUALISATION DES PRIX	6
L’ACTUALISATION CONSISTE A APPLIQUER AUX PRIX INITIAUX DU MARCHÉ, UN COEFFICIENT UNIQUE CALCULE A LA DATE D’EFFET DE L’ORDRE DE SERVICE. L’ACTUALISATION S’EFFECTUERA SELON LA FORMULE SUIVANTE :		6
ART. V.	REGLEMENT DES COMPTES - PAIEMENT	7
V.1	PRESENTATION DES FACTURES	7
V.2	FACTURES ELECTRONIQUES	7
V.3	REGLES REGISSANT LE PAIEMENT	8
V.4	MODALITES DE REGLEMENT DES COTRAITANTS.....	8
V.5	MODALITES DE REGLEMENT DES SOUS-TRAITANTS	8
ART. VI.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	9
VI.1	AVANCE	9
VI.2	RETENUE DE GARANTIE	9
ART. VII.	PENALITES	10
VII.1	MODALITES D’APPLICATION DES PENALITES	10
ART. VIII.	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	11
VIII.1	GESTION DES DECHETS DU CHANTIER.....	11
VIII.2	DOCUMENTS ET LIVRABLES RESPECTUEUX DE L’ENVIRONNEMENT	11
VIII.3	PROTECTION DES OUVRAGES NEUFS ET EXISTANTS.....	12
ART. IX.	ASSURANCE	12
ART. X.	RECEPTION DES TRAVAUX ET GARANTIES	12
X.1	RECEPTION DES TRAVAUX	12
X.2	DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION.....	13
X.3	DELAI DE GARANTIE	13
ART. XI.	RESILIATION DU MARCHÉ	13
ART. XII.	PROMOTION DE LA DEMARCHE DE LABELLISATION RFAR	13
ART. XIII.	DIFFERENDS.....	14
ART. XIV.	DROIT ET LANGUE.....	16
ART. XV.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16

ART. I. OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ

I.1 OBJET DU MARCHÉ ET ALLOTISSEMENT

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent la réalisation de travaux de remplacement de compas et crémones abîmés sur les fenêtres du Tribunal Judiciaire de Clermont-Ferrand.

Les prestations et leurs spécifications sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Sans préjudice de tout autre dispositif, l'Administration se réserve la possibilité de négocier avec le Titulaire un marché pour la réalisation de prestations similaires, en application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché ne permet pas d'identifier des prestations distinctes, ce qui fait obstacle à une dévolution en lots séparés.

I.2 FORME DU MARCHÉ

Le marché est passé en application de l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique relatif aux marchés passés selon une procédure adaptée.

En application de l'article R.2112-6, point 2 du code de la commande publique, le marché est à prix forfaitaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de poursuivre l'exécution du marché dans les conditions fixées par les articles R.2194-1 à -10 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de faire application des articles R.2185-1 et R.2185-2 du Code de la Commande Publique avant la notification du marché.

I.3 DUREE DU MARCHÉ ET DEBUT DE LA PRESTATION

Le délai prévisionnel d'exécution du marché est de 4 mois dont 1 mois de période de préparation.

Les travaux devront impérativement être réceptionnés au plus tard le Vendredi 11 Septembre 2026.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux. Le démarrage des travaux sera formalisé par la notification d'un ordre de service au titulaire du marché.

Conformément à l'article 18.1.1 du C.C.A.G.-Travaux, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements sont à la charge du titulaire.

Période de préparation : par dérogation à l'article 28 du C.C.A.G.-Travaux, une période de préparation de 1 mois est prévue.

Les variantes sont autorisées pour la présente consultation : cf. Règlement de la Consultation.
Aucune PSE n'est prévue pour cette consultation.

ART. II. INTERVENANTS ET PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

II.1 DEFINITION DES INTERVENANTS

Le pouvoir adjudicateur, également dénommé « personne publique », est l'État, ministère de la Justice (Service administratif régional de la cour d'appel de Riom – 2 boulevard Chancelier de l'Hospital, BP 35 – 63201 Riom Cedex), représenté par le premier président et le procureur général de la cour d'appel de Riom (article R312-67 du code de l'organisation judiciaire).

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'Etat.

L'interlocuteur du titulaire pour toutes les questions d'ordre administratif est la personne en charge de la gestion des marchés publics du Service Administratif Régional (SAR) de la cour d'appel de Riom – 2 boulevard Chancelier de l'Hospital, BP 35 – 63201 Riom Cedex, courriel : mp.sar.ca-riom@justice.fr

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 du code de la Commande publique est la responsable de la gestion budgétaire et des marchés publics du service administratif régional (S.A.R.) de la cour d'appel de Riom, 2 Boulevard Chancelier de l'Hospital 63200 RIOM, courriel rgb.sar.ca-riom@justice.fr

Les interlocuteurs du Titulaire pour toutes les questions d'ordre technique sont les techniciens immobiliers de la cour d'appel de RIOM – (teb.sar.ca-riom@justice.fr)

Le comptable public assignataire des paiements est la Direction départementale des finances publiques, 5 rue Jean Girard Madoux – BP 1145 – 73011 CHAMBERY Cedex.

Le présent marché s'impute sur le programme 166 du budget de l'Etat (Justice judiciaire).

II.2 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut sous-traiter une partie de l'exécution de son marché. La sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'agrément des sous-traitants :

Dans un délai maximum de 8 jours avant leur date d'intervention, le titulaire doit obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement.

Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial, signé par l'acheteur, le sous-traitant et le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

A l'appui du DC4, le sous-traitant devra fournir un dossier administratif comprenant les pièces suivantes :

- Attestations fiscales et sociales en cours de validité
- Attestations d'assurance RC et décennale en cours de validité
- RIB
- Extrait K bis de moins de 3 mois

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché sans avoir au préalable obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Les pièces contractuelles constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

II.3.1 LES PIECES PARTICULIERES

- ⇒ L'Acte d'Engagement (A.E.) : daté et signé par le représentant habilité de l'entreprise et ses éventuelles annexes
- ⇒ La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) : datée et signée par le représentant de l'entreprise ;
- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), à accepter sans modification, daté et signé par le représentant de l'entreprise ;
- ⇒ Le programme technique : à accepter sans modification, daté et signé par le représentant de l'entreprise ;
- ⇒ Le mémoire technique, justificatif de l'organisation, des moyens techniques, produits et procédés que le Titulaire s'engage à mettre en place pour l'exécution des prestations ainsi que le planning proposé par le candidat.

II.3.2 LES PIECES GENERALES

- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version.
- ⇒ Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de travaux, ou les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels, applicable aux prestations faisant l'objet du présent marché.

Ces pièces générales, bien que non jointes, sont réputées connues et acceptées du titulaire.

ART. III. EXECUTION DES PRESTATIONS

III.1 RESPECT DE LA REGLEMENTATION INTERIEURE

Pendant toute la durée des travaux, le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par son personnel la réglementation officielle en vigueur ainsi que la réglementation propre à l'établissement. Cette réglementation comprend le règlement en vigueur, les notes de service qui seront portées à sa connaissance ainsi que les consignes d'hygiène et de sécurité.

III.2 AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES – OBTENTION DES CARTES D'ACCES

Par dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G.-Travaux du 30 mars 2021, il appartiendra à l'entreprise d'effectuer en temps utile toute démarche et toute demande auprès de services publics, services locaux ou autres pour obtenir les autorisations, instructions, accords, nécessaires à la réalisation des travaux. L'entreprise fera donc son affaire de toutes autorisations nécessaires.

Tous frais engendrés par la mise à disposition du domaine public sont inclus dans l'offre de l'entreprise.

L'accès du site étant contrôlé, l'entreprise transmettra les documents d'identité de chaque personne amenée à intervenir sur le chantier, préalablement à leur intervention.

Le Directeur de Greffe du site dotera le Titulaire de clés, badges, etc, en quantité suffisante pour permettre l'accès aux locaux intéressés par les prestations. Ce matériel ne devra en aucun cas porter le nom de l'établissement mais, au besoin, un code interne au Titulaire pour la désignation des locaux.

En cas de perte ou de vol, le Titulaire avisera aussitôt le Directeur de Greffe des exemplaires manquants qui seront remplacés aux frais du Titulaire. Concernant les passes, le Titulaire devra assurer le remplacement à ses frais de l'ensemble des canons accessibles à partir du passe égaré.

III.3 ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

D'une manière générale : se reporter aux dispositions de l'article 4.6 du programme technique.

ART. IV. PRIX

IV.1 FORME ET CONTENU DU PRIX

Le présent marché est un marché à prix forfaitaire.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- ⇒ sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détails nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché) ;
- ⇒ l'entreprise est tenue de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de son offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

IV.2 ACTUALISATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, ou de la dernière offre négociée remise, dit « mois 0 ».

Compte tenu de la courte durée des travaux, les prix seront fermes, actualisables.

En vertu de l'article R2112-11 du Code de la Commande Publique, les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son offre de prix et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation consiste à appliquer aux prix initiaux du marché, un coefficient unique calculé à la date d'effet de l'ordre de service. L'actualisation s'effectuera selon la formule suivante :

Prix actualisé = Prix initial x Coefficient d'actualisation

Coefficient d'actualisation = $BT42m-3 / BT42m0$

Dans laquelle :

- ⇒ $BT42m-3$ et $BT42m0$ correspondent aux valeurs de l'index du bâtiment BT 42 Menuiseries en acier et serrurerie afférents au mois M-3 de l'actualisation (M = mois de démarrage des travaux) et au mois 0 du marché (mois de remise de l'offre), publié sur le site de l'INSEE ou du Moniteur.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

Le coefficient d'actualisation des prix s'applique sur la D.P.G.F complète.

ART. V. REGLEMENT DES COMPTES - PAIEMENT

V.1 PRESENTATION DES FACTURES

Les factures correspondent aux prestations commandées.

Conformément aux dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché conclu avec le SAR de la Cour d'appel de Riom, ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par le C.C.A.G. Travaux.

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture établie au regard des prestations stipulées dans le marché, qui sont achevées et constatées par la Cour d'appel de Riom. Ne doivent figurer sur la facture que les travaux relevant du présent marché. Tous autres travaux commandés qui ne seraient pas prévus dans le marché devront faire l'objet d'une facturation séparée.

V.2 FACTURES ELECTRONIQUES

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le traitement des factures relève de la gestion du Pôle Chorus - Annexe du SARJ - Fonctionnement Courant – 1 Boulevard Marius Vivier Merle - 69433 LYON CEDEX,

Les informations nécessaires au dépôt des factures par le titulaire sur CHORUS PRO sont :

- Adresse du site Chorus : <https://chorus-pro.gouv.fr>
- Code de service exécutant : DSJPF0069
- Numéro d'engagement juridique : sera communiqué sur l'acte d'engagement du marché
- SIRET de l'Etat à renseigner : 110 002 011 00044

Outre les mentions légales, les factures doivent obligatoirement contenir les indications suivantes :

- Identification du titulaire (raison sociale - nom, adresse – n° SIRET) ;
- Référence du N° de marché ; objet du marché ;
- Montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

Le titulaire se déclare averti que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par le marché sera rejetée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

En outre et ce conformément aux dispositions de l'article R.2392-3 du code de la commande publique, l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission sous forme électronique.

Le règlement des comptes du marché s'effectue par des acomptes mensuels et un solde établi et réglé conformément aux dispositions de l'article 12 du C.C.A.G.-Travaux.

V.3 REGLES REGISSANT LE PAIEMENT

En application de l'article L.2192-11 du code de la commande publique, le délai paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le pôle CHORUS.

Le dépassement du délai de paiement fixé ci-dessus donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au paiement au titulaire du marché ou au sous-traitant éventuel d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration dudit délai (art. L.2192-13 du code de la commande publique). Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (art. R.2192-31 du même code).

Le dépassement du délai donne également lieu, dans les mêmes conditions, au paiement au titulaire du marché ou au sous-traitant d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant fixé à 40 € (art. L.2192-13 précité).

V.4 MODALITES DE REGLEMENT DES COTRAITANTS

Dans le cas d'un marché passé avec un entrepreneur groupé solidaire, les travaux exécutés font l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom de l'entrepreneur groupé ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre cet entrepreneur et indique les modalités de cette répartition.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes dont le montant est déterminé par le titulaire sur la base de la décomposition du prix forfaitaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues au marché.

V.5 MODALITES DE REGLEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à six cents euros toutes taxes comprises (600 € TTC). Le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit, toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite conformément à l'article L2193-11 du Code de la Commande Publique.

VI.1 AVANCE

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire dès lors que le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans le mesure où le délai d'exécution des prestations est supérieur à 2 mois.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance (cf. emplacement prévu à cet effet dans l'Acte d'Engagement).

L'option A du C.C.A.G.-Travaux est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 20% du montant initial de son marché.

Le remboursement de l'avance s'effectue en totalité sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, et ce dès la première facture présentée par le titulaire.

Le remboursement de l'avance devra être impérativement terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant HT des prestations qui lui sont confiées au titre du présent marché.

VI.2 RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % sera déduite du montant TTC du marché et prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à R2191-35 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article R2191-33 du Code de la commande publique, ce taux sera ramené à 3 % en cas de marché conclu avec une petite et moyenne entreprise.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande, dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du Code de la Commande Publique.

En cas d'avenant, la garantie à première demande doit être complétée dans les mêmes conditions.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie à première demande est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

En cas de remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande, le titulaire adresse le document original, avec copie par courriel à l'adresse : mp.sar.ca-riom@justice.fr, à l'adresse suivante :

Cour d'appel de Riom - SAR – Pôle budget et marchés publics
2 Boulevard Chancelier de l'Hospital 63200 RIOM

Les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

ART. VII. PENALITES

VII.1 MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES

Les pénalités peuvent être appliquées en cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché.

Les pénalités et retenues provisoires sont encourues conformément à l'article 19 du C.C.A.G. travaux. Les jours de pénalités sont calculés en jours calendaires et cumulés pour l'ensemble des retards partiels constatés. L'application de pénalités ne fait pas obstacle aux mesures prévues à l'article 52 du C.C.A.G. Travaux.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

Par dérogation à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux, l'ensemble des retenues et pénalités autres que celles consécutives à des retards d'exécution sont applicables de plein droit, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure à l'entrepreneur. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles de l'entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le maître de l'ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'entreprise des coûts induits par sa négligence.

En dérogation à l'article 19.2.1. du C.C.A.G. Travaux du 30 mars 2021, les pénalités inférieures à 1.000 euros sont appliquées.

Par dérogation à l'article 19.2.2., le montant total des pénalités de retard appliquées ne pourra excéder 20 % du montant total H.T. du marché.

Lorsque les pénalités sont exprimées en jour, elles sont comptabilisées en jour calendaire.

Intitulé de la pénalité	Montant forfaitaire
Retard sur le délai contractuel d'exécution des travaux entraînant un retard de la date de réception des travaux	150 € par jour de retard
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux	150 € par jour de retard
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier	200 € par jour
Absence de dispositifs de nettoyage des parties communes suite à livraisons et enlèvement des déchets	100 € par constat
Retard dans le nettoyage du chantier	100 € par jour
Retard dans l'évacuation des gravois et déchets hors du chantier	100 € par jour
Retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés	70 € par jour
Absence de protection mise en œuvre pour la protection des ouvrages neufs ou existants	150 € par constat
Absence (ou retard de plus d'1/2 heure sans information préalable) aux réunions de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion de chantier	150 € par manquement constaté
Détérioration, perte ou vol des clés / badges	50 € par manquement constaté
Retard dans la communication du dossier d'agrément d'un sous-traitant	50 € par jour de retard

VIII.1 GESTION DES DECHETS DU CHANTIER

Clause relative à la gestion des déchets :

Le titulaire s'engage à adopter une démarche respectueuse de l'environnement dans le cadre de l'exécution des travaux à réaliser. Il est responsable de la gestion et la valorisation des déchets sur le chantier et doit ainsi mettre en place un process permettant :

- ⇒ De réduire la production des déchets de l'opération,
- ⇒ D'optimiser la gestion des déchets,
- ⇒ De favoriser la valorisation à travers le réemploi et/ou le recyclage.

Le titulaire s'engage ainsi à mettre à disposition les documents permettant de connaître la quantité et la typologie des déchets générés sur le chantier ainsi que les bordereaux de suivi du traitement et de valorisation des déchets. L'acheteur public se réserve le droit de vérifier le process de gestion des déchets proposé par le titulaire et de demander les justificatifs afférents à la traçabilité des déchets.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir, ou faire recourir par l'intermédiaire du bureau d'études, à des contrôles inopinés en cours de chantier afin de vérifier l'application de la gestion des déchets proposée par le titulaire du marché dans son mémoire technique.

Nettoyage des zones de travail :

Le titulaire doit assurer le maintien en état de propreté permanent des zones de travail dans lesquelles il intervient. Il doit maintenir sa zone de travail propre et libre de tous déchets depuis le début de son intervention jusqu'à réception de ses travaux. Il a la charge de l'évacuation de ses propres gravois, ainsi que celle du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées. En cas de constatation de manquement à cette obligation, le titulaire devra s'exécuter sur simple demande du maître d'ouvrage/maître d'œuvre sous 24 heures après la demande.

En cas de défaillance du titulaire, et sur simple constat, le maître d'ouvrage/maître d'œuvre fera réaliser le nettoyage aux frais du titulaire concerné.

Le titulaire doit le nettoyage de fin, avant réception, de tous ses ouvrages.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les sanctions prévues au marché.

Si l'entrepreneur ne procède pas au nettoyage requis, la maîtrise d'ouvrage/maître d'œuvre pourra faire procéder au nettoyage par une entreprise tierce, aux frais du titulaire, en complément de la sanction prévue au marché.

VIII.2 DOCUMENTS ET LIVRABLES RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papier. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

Concernant les impressions, il est préconisé l'utilisation du noir et blanc plutôt que la couleur, l'utilisation de polices de caractère "light" (type Ecofont), l'optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, l'utilisation d'encres végétales...)

Le titulaire doit également, pendant toute la durée du marché, privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés tant avec le maître d'ouvrage que les bureaux de contrôles, les entreprises de travaux et tous autres intervenants. Dans la mesure du possible, le titulaire

doit également sensibiliser les destinataires des documents en précisant « d'éviter de les imprimer » dans les courriels d'accompagnement par exemple.

VIII.3 PROTECTION DES OUVRAGES NEUFS ET EXISTANTS

Le titulaire met en œuvre tous les moyens nécessaires pour la protection des matériaux et des ouvrages neufs ou existants contre les dégradations de toute nature et ce, jusqu'à la réception des travaux.

A ce titre, le titulaire a également l'obligation de préserver les espaces arborant le chantier.

En cas de dommage, le titulaire doit remplacer de manière équivalente les biens/espaces dégradés et assumer les frais de remise en état. En aucun cas, ces frais ne peuvent être supportés par le maître d'ouvrage.

ART. IX. ASSURANCE

L'article 8 du C.C.A.G.-Travaux s'applique.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile à l'égard du représentant de l'acheteur, découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux en cours ou après leur réception.

Avant la notification du marché, le prestataire doit justifier qu'il est Titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application des dispositions de l'article L.241-1 du Code des assurances et qu'il est à jour du paiement de ses primes. Il communique à la personne publique une attestation d'assurance responsabilité civile et décennale détaillant les garanties correspondantes sans limitation de montant.

Le Titulaire s'engage à prévenir l'administration de toute modification dans ses polices d'assurance.

Le défaut d'assurance en cours de validité entraîne la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire.

ART. X. RECEPTION DES TRAVAUX ET GARANTIES

X.1 RECEPTION DES TRAVAUX

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G. Travaux du 30 mars 2021.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnée à l'article 41.1 du C.C.A.G. Travaux, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée.

L'entreprise reste responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptible de l'application des pénalités.

Elle bénéficie d'un délai fixé par le maître de l'ouvrage pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserve, l'entreprise devra lever les réserves dans le délai imparti par le maître de l'ouvrage. Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

A la réception des travaux, il est obligatoire pour l'entreprise de fournir au maître d'œuvre le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.).

Le D.O.E. sera fourni en 1 exemplaire papier reproductible et 1 en format numérique, tous les plans DOE seront obligatoirement aux formats PDF et DWG.

X.3 DELAI DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux, le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

ART. XI. RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus au chapitre 7 du C.C.A.G.-Travaux.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2142-1, R.2143-3 à 14 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ART. XII. PROMOTION DE LA DEMARCHE DE LABELLISATION RFAR

Le ministère de la Justice a été labellisé « Relations fournisseurs et achats Responsables » le 10 décembre 2024.

Par conséquent, le ministère souhaite continuer à améliorer sa relation avec ses fournisseurs en :

- mettant en place des conditions favorables au développement de relation équilibrée ;
- veillant aux intérêts des fournisseurs et sous-traitants ;
- valorisant la démarche d'écoute de la voix des fournisseurs.

Et encourage ses fournisseurs à :

- mettre en place une démarche d'amélioration continue en matière de RSE et valoriser les évolutions en cours de marché
- construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- développer les bonnes pratiques achats responsables dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours d'achats responsables en signant la Charte RFAR et œuvrer à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,

- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

ART. XIII. DIFFERENDS

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

➤ Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

➤ Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

➤ Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante : mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le Médiateur interne « relations fournisseurs » se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le Médiateur interne « relations fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le Médiateur interne « relations fournisseurs » envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée officielle en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

Durée de la médiation

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le Médiateur interne « relations fournisseurs » dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213 6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques

Sous-direction de la commande publique

Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public

1C - Bâtiment Condorcet

6, rue Louise Weiss - Télédocus 353

75703 PARIS Cedex 13

Le Médiateur des entreprises :

Remplir le formulaire en ligne : Le Médiateur des entreprises

Adresse mail : mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

ART. XIV. DROIT ET LANGUE

Le droit applicable est le droit français.

La langue utilisée est le français.

ART. XV. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Toutes les dispositions du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent au présent marché sauf les stipulations dérogatoires prévues dans le présent C.C.A.P. et listées ci-après :

<i>Article du C.C.A.P.</i>	<i>Article du C.C.A.G.-Travaux</i>
III.2	31.3
VII.1	19.3
VII.1	19.2.1
VII.1	19.2.2

A :

Le :

Lu et approuvé, le Titulaire

Signature et cachet :